

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article38>



Actualités : Dur, dur... la reprise !

- La revue - Les archives de la revue - 2006-2007 - Septembre-Octobre 2006 -



Date de mise en ligne : samedi 21 octobre 2006

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Rappelons-nous qu'avant les vacances c'est sur la victoire du CPE et ses conséquences largement analysées ici et ailleurs que nous nous sommes quittés.

Rappelons-nous qu'une de ses conséquences avait été le report de la privatisation de GDF pour cause d'inquiétudes dans la majorité.

Rappelons-nous que c'est en raison du formidable mouvement impulsé et animé par RESF que Sarkozy a dû reculer momentanément.

Rappelons-nous que c'est sur les annonces de milliers de suppressions de postes de fonctionnaires, annonces dont on pouvait espérer qu'elles sonneraient la mobilisation générale que nous sommes partis renouveler nos batteries - solaires - comme nos illustres anciens l'avaient initié en 1936.

Rappelons-nous

... et constatons malheureusement qu'aujourd'hui tout reste encore à faire.

La privatisation de GDF toujours à l'ordre du jour, les régressions dans les Services Publics toujours plus pesantes sur leurs personnels et les citoyens, un ministre de l'éducation nationale qui manie toujours la provocation avec quelquefois quelque habileté.

Pas une chaise vide !

C'est sur un fond international fait de morts au Liban, au Congo et au Darfour, de milliers d'africains s'échouant morts ou vifs sur les plages des Canaries, de manifestations réprimées au Mexique, de voitures piégées irakiennes et de la reprise des guerres afghanes, de traques terroristes de Londres, d'attentats en Turquie, que Sarkozy avait choisi de célébrer l'anniversaire de Saint Bernard en expulsant le squat de Cachan et un jeune nigérian sans papier - Jeff - pour l'exemple.



Pourtant la mobilisation initiée par des milliers de parents d'élèves, d'enseignants, pour défendre les enfants sans papiers avec RESF a non seulement réussi à mobiliser l'opinion, comme les étudiants l'avaient réussi sur le CPE, et obligé le gouvernement à reculer momentanément, mais surtout à poser plus globalement les questions de l'immigration et des sans papiers.

La manoeuvre de Sarkozy qui fait croire à un examen « cas par cas » alors que le chiffre des régularisations annoncées (6 000) n'a pas varié malgré l'afflux de demandes, ses décisions pour l'exemple, montrent que ce dossier n'est évidemment pas clos.

La traque continue, mais surtout la clandestinité sera le lot du plus grand nombre comme l'a très bien dit le secrétaire général de la FSU dans sa tribune pour Le Monde. Notre mobilisation reste donc le seul espoir pour tous ces exclus de la richesse et du droit.

Non au projet liberticide !

Le projet de loi de prévention de la délinquance (PLPD) a été examiné et discuté au sénat les 13 et 14 septembre. Le PLPD est une des dernières pièces de l'édifice construit sur le socle de lois et décrets antérieurs (LSQ, LSI, Perben 1 et 2, cohésion sociale, contrat de responsabilité parentale, textes éducation nationale, CESEDA...), qui tend à parachever la perspective d'un projet de société liberticide et sécuritaire.

Le PLPD modifie près d'une vingtaine de codes et lois. Certaines nouveautés de ce dernier texte devraient élargir le potentiel de mobilisation, jusqu'ici majoritairement issu du médico-socio-éducatif, de l'éducation et de la justice, puisque par exemple, des articles touchent les salarié-es du transport ferroviaire, routier et aérien par des mesures répressives et de contrôle sur leur lieu de travail.



Comme on l'a malheureusement entendu d'un côté comme de l'autre, la répression sera à l'ordre du jour de nos challengers présidentiels. Un ordre qui pour eux ne peut être obtenu que par la répression.

Comme le souligne Evelyne Sire-Marin, le débat sur « la prévention, c'est avant ou après la répression ? » est tranché. La prévention c'est en même temps que la répression, avec le maire comme premier ordonnateur !

La pénalisation de la misère, puisqu'ils ont renoncé à l'éradiquer, sera sans aucun doute un thème de campagne. C'est pourquoi la FSU doit mobiliser massivement dans le cadre du Collectif unitaire, en mettant notamment en évidence tout ce qui la concerne directement dans l'éducation.

L'énergie n'est pas à vendre !

Le dossier GDF pouvait-il devenir une bataille emblématique contre la privatisation ? Le droit à l'énergie, les choix que la crise impose, le bradage du patrimoine public, la hausse des tarifs, tout commence, lentement, à faire partie du débat collectif.

Mais quel retard à l'allumage de la part des organisations syndicales directement concernées. La bataille législative a été menée, les organisations syndicales mobilisent les salariés d'EDF-GDF, mais où est la mobilisation de tous les usagers, de la population ? Il ne suffit pas de dire que c'est l'affaire de tous, encore faut-il leur donner les moyens de s'en saisir et de l'exprimer.

Le gouvernement, lui, a su exploiter le temps qu'il s'était donné pour convaincre ou soumettre sa majorité. Pourquoi les syndicats n'ont-ils pas utilisé ce temps pour s'adresser à l'ensemble de la population ?

Aucune pétition de masse unitaire capable de rassembler. Comment s'étonner de l'absence des autres entreprises de service public le 12 septembre alors que rien n'a été fait pour les associer ?

Lorsque la FSU a annoncé son opposition au projet de loi de privatisation et sa volonté de participer à la mobilisation, tout le monde s'est interrogé : « mais que faites-vous là ? ».

Certes, contrairement à l'éducation où les parents d'élèves, les étudiants, les lycéens disposent d'organisations, il n'existe pas pour le Gaz, pas plus que pour la plupart des autres services publics, d'organisations d'usagers.

Certes la Convergence nationale de défense et de promotion des SP, malgré la justesse de son orientation et de ses appels, n'a pas encore l'écho qu'elle devrait avoir.

Mais justement, le rôle des organisations syndicales est décisif. Au moment où le Nobel d'économie Joseph Stiglitz dénonce cette privatisation, le retrait de ce projet devait faire l'objet d'une mobilisation générale, donc d'une véritable campagne associant les personnels, mais aussi tous les salariés du public et surtout les citoyens-usagers dans leur ensemble.

Ce sont des manifestations sur tout le territoire à un moment permettant à tous de s'y associer qui étaient et restent à l'ordre du jour. Le solo de la CGT, s'il a le mérite d'exister, souligne le refus des autres confédérations mais aussi celui de la CGT de faire avec celles et ceux (FSU, Solidaires, Convergence...) qui y étaient prêts !

Alors, le 14 octobre nous y serons, mais quel sentiment de gâchis !

Refuser un budget de régression !

15 000 postes supprimés, des audits dont le seul objet est de justifier les réductions d'effectifs, une précarité qui est la règle... on aurait pu espérer que les fédérations de fonctionnaires - tous les fonctionnaires - se mobiliseraient « dans l'unité » pour l'emploi public !

Il n'en est rien. Pire : si la question des salaires, totalement d'actualité, se pose à nouveau, et malheureusement dans les mêmes termes et rythmes que d'habitude, celle de l'emploi est occultée ! Il n'y a rien à espérer sur ce terrain au niveau Fonction publique.

Mais alors, après la lettre menaçante, la réunion sans enjeu avec le ministre, la sortie collective (on refait là le scénario bien huilé de l'an passé !)... ira-t-on vers une grève unitaire pour le rattrapage du pouvoir d'achat et l'augmentation des bas salaires ?

Ce scénario, sans grande originalité, n'est même pas sûr. Tant il est vrai qu'en signant un accord, aujourd'hui placé sous le signe du redéploiement, la CFDT, la CFTC et l'UNSA ont plombé l'intersyndicale qui, last but not least, refuse toujours d'intégrer Solidaires.

On a ainsi cette caricature d'une configuration unitaire composée pour partie de ceux qui ne veulent rien faire, excluant les autres qui le voudraient bien. On s'étonnera que le syndicalisme ait du mal à convaincre !

Malgré toutes ces difficultés, la FSU doit tout faire pour que la question salariale soit l'objet d'une véritable mobilisation avec tous ceux qui y sont prêts.

Éducation... s'il n'en reste qu'un !

La rentrée sociale, dans la Fonction publique d'état n'a pas eu lieu... sauf dans l'éducation !

On ne peut que se réjouir que, là, l'unité se soit faite non seulement entre les fédérations de l'EN, et même au-delà dans les départements, mais aussi avec la FCPE, l'UNEF, la FIDL et l'UNL.

On ne peut que regretter qu'elle se fasse sur le seul plan des suppressions de postes alors même que les reculs que représentent le socle commun, les collèges « ambition-réussite », la réduction de la scolarisation de tous, à la maternelle pour les 2 ans et en collège par l'éviction vers l'apprentissage junior... nécessiteraient un vaste mouvement d'ensemble pour le droit à l'éducation.

La journée du 28 septembre, si elle a témoigné d'une certaine combativité, a fait les frais de l'absence de perspectives réelles. Cette réaction unitaire pourtant indispensable à la situation dans l'Education, aux provocations du ministre et aux annonces budgétaires atterrantes a été perçue comme la traditionnelle « 24 h » du premier trimestre sans suites, sans débouché.

Les questions d'éducation seront manifestement, et malheureusement au vu des premières propositions, au coeur du débat électoral de 2007.

Il nous faut répondre, dénoncer, expliquer, rendre visible ce que De Robien arrive à vendre comme le camelot de foire qu'il est. Quel que soit le candidat, il faut nous saisir de toutes les affirmations et démagogies, pour mettre la réalité du terrain devant les médias et opposer nos propositions.

Sur la carte scolaire, sur la « violence », il faut nous adresser à l'opinion comme a décidé de le faire la FSU en tirant un tract de masse destiné à la population.

N'en doutons pas, y compris dans nos rangs, les échéances politiques vont polariser une partie des énergies, et dans le respect de l'indépendance syndicale il n'y a là rien de scandaleux.

Mais il est de notre responsabilité de syndicalistes de convaincre qu'il faut faire exister nos revendications, nos exigences, qu'il faut qu'elles pèsent dans le débat... et que pour cela nos seules armes restent la mobilisation, les manifestations, les grèves !

JEAN-MICHEL DREVON